

Passeport du Civisme : la CGT démonte une entreprise de conquête idéologique

« Regardez, ils sont là, ils sont dans les campagnes, dans les villes, ils sont sur les réseaux sociaux ». Oui. Ils sont aussi dans les cartables des enfants, où ils avancent masqués en promoteurs du civisme et en défenseurs de la République. Depuis l'automne, la CGT Educ'Action alerte sur cet objet stratégiquement subreptice : le *Passeport du Civisme*. Ce livret, diffusé dans plusieurs communes de l'académie, n'est pas un simple support pédagogique. Il est le produit d'une entreprise politique structurée, financée, assumée, qui cherche à faire de l'école un terrain de conquête idéologique. Ainsi, nous avons saisi la Rectrice de l'Académie de Nice après les révélations du *Canard Enchaîné* (« L'extrême droite offre un drôle de passeport au civisme », 8 octobre 2025) et, à plus forte raison, parce que l'association du Passeport du Civisme revendique huit communes adhérentes dans notre académie. Après avoir commandé l'expertise du Pôle Valeurs de la République, elle n'avait rien trouvé à redire sur cette diffusion.

Un instrument d'ingérence idéologique dans l'école

Créé en 2017 par Maxence de Ruggy, maire vendéen, le livret est personnalisable autour de onze thématiques, transformant de fait les municipalités en prescriptrices pédagogiques. Parmi les soutiens mis en avant figurent Geoffroy Boulard, maire parisien proche de la Manif pour tous, et David Lisnard, maire de Cannes et président de l'Association des maires de France. L'association qui porte le dispositif est financée par le « Fonds du bien commun » de Pierre-Édouard Stérin, à hauteur de 50 000 euros pour la seule année 2024.

Pierre-Édouard Stérin, milliardaire « patriote » et exilé fiscal en Belgique -cherchez l'oxymore- revendique lui-même son positionnement politique. Le 22 mars 2026, dans les colonnes du *New York Times*, il déclarait sans ambiguïté : « Je suis encore plus à droite que l'extrême droite. » Il est l'initiateur du programme PERICLES -acronyme programmatique (Patriotes, Enracinés, Résistants, Identitaires, Chrétiens, Libéraux, Européens, Souverainistes)- qui vise explicitement à fédérer des forces allant de la droite conservatrice à l'extrême droite dans une entreprise de conquête idéologique et électorale. Dans cette stratégie, l'école est à la fois un terrain d'influence, un espace de légitimation et une cible privilégiée des attaques.

Ainsi, le Passeport du Civisme a donc continué à être fièrement diffusé et revendiqué notamment par Frédéric Masquelier, maire de Saint-Raphaël, en réponse à la CGT dans le journal *La Marseillaise* (« Passeport du civisme dans le Var : un outil pédagogique ou idéologique ? » 24 novembre 2025). Les commandes pour 2025-2026 ont été adoptées en Conseil Municipal le 13 avril dernier. Les élèves de Saint-Raphaël devraient retrouver l'éditorial du maire, la grande galerie de photographies d'élus municipaux -à chaque page- désignés comme « référents », et découvrir la citoyenneté à la sauce municipale

avec des activités dont la portée pédagogique est très discutable. C'est par exemple à Saint-Raphaël, cette année, dans cet étrange mélange des genres, que 120 élèves de CM2, en partenariat avec l'armée, ont pu revêtir des tenues de combat et s'initier au maniement d'armes de guerre. Le maire dit « ça ne me choque pas » (« Le civisme n'est pas une marchandise » : L'adhésion au très controversé "Passeport du civisme" électrise le conseil municipal à Saint-Raphaël, *nicematin.com*, 14 avril 2026). Est-ce donc cela la citoyenneté selon l'extrême droite ?

Bref, un Passeport du Civisme à ce point problématique que le Ministère de l'Education Nationale retira son agrément à l'association en novembre 2024, au motif de lacunes pédagogiques et d'atteintes à la neutralité. La décision de « laisser faire (les mairies) laisser passer (dans les classes) » le Passeport du Civisme, avait donc toutes les qualités pour être en cette année scolaire une sorte de fil rouge du combat de la CGT contre les idées d'extrême droite.

Le Pôle Valeurs de la République face au dialogue social

Le 5 mars 2026, Madame la Rectrice avait accédé à notre demande d'inviter le Pôle Valeurs de la République lors d'un prochain Comité Social d'Administration Académique. Pour la CGT, dès lors que son travail influence directement les équipes pédagogiques et qu'il intervient sur notre outil de production, il était légitime que son action fasse l'objet d'un véritable dialogue social. Le point a donc été inscrit à l'ordre du jour du 18 juin 2026. Hélas, si nous avons de nombreuses questions à poser au Pôle, celui-ci avait manifestement reçu la consigne de ne pas y répondre. Mais la CGT est opiniâtre et ne désespère jamais : nos échanges se poursuivront probablement dans de futurs groupes de travail.

Le Pôle a rappelé sa mission : former des citoyens capables de réfléchir, privilégier l'explication avant la sanction, protéger les personnels, et articuler les questions de mémoire aux programmes sans tomber dans un « devoir de mémoire » prescriptif. Il a également insisté sur le pilotage du lien école-défense, en citant Edgar Morin -« les meilleures intentions peuvent mener à des désastres »- afin que l'Académie conserve la maîtrise de ces dispositifs.

Pour la CGT, il n'est pas question de remettre en cause l'existence du Pôle. Après l'assassinat de Samuel Paty, en octobre 2020, nous appelions tous de nos vœux un outil de réassurance institutionnelle, et nous avons d'ailleurs eu des échanges nourris avec le recteur Laganier à l'époque. Ce que nous regrettons aujourd'hui, c'est que cet outil nous ait échappé. Ce que nous contestons, aussi, c'est la naturalisation du lien entre la défense et les Valeurs de la République. Et, s'agissant de la défense de nos valeurs comme de celle de l'école, l'expertise rendue par le Pôle sur le Passeport du Civisme nous trouble profondément.

C'est dans ce cadre que nous avons rappelé ce qui constitue le cœur du problème. Sachant que nous n'obtiendrions pas de réponse, il ne s'agissait pas pour autant de renoncer à la démonstration. Démontrons donc pourquoi la CGT a raison.

L'émetteur du message en détermine le sens

Au-delà des thématiques abordées -toutes discutables, sans être extravagantes- le Passeport du Civisme demeure avant tout un outil de communication municipale. Un support de valorisation politique. Un objet qui met en scène l'action d'une collectivité auprès de jeunes enfants et de leurs familles. Dans un contexte où notre employeur invoque, use et parfois dévoie le principe de neutralité du service public pour encadrer strictement les personnels, il est pour le moins surprenant qu'il accepte de faire de l'école la vitrine d'un programme municipal.

Pour autant, nous pouvons reconnaître la difficulté à établir juridiquement une atteinte à la neutralité, dès lors que l'acception la plus indiscutable de ce principe demeure l'égalité de traitement entre les usagers. Même si, sur ce terrain -celui de la différenciation territoriale et symbolique entre élèves selon la commune où ils sont scolarisés- le Passeport du Civisme est susceptible de poser un problème réel. En revanche, il n'existe aucune difficulté à évaluer la nature et l'intention du dispositif : c'est un outil politique, financé par un acteur politique. Quel que soit le travestissement de son propos, il porte des valeurs qui ne sont pas celles de l'école républicaine.

Et c'est ici que l'analyse devient implacable. Par exemple, les tablettes numériques offertes par la Conseil Régional aux lycéens s'ouvrent sur cette citation « *La liberté commence où l'ignorance finit* ». C'est beau, c'est exaltant et c'est de Victor Hugo, figure majeure de l'humanisme républicain. On pourrait en dire autant, sans doute, de « La jeunesse représente l'énergie qui doit porter la nation vers son avenir », si la formule n'était pas d'Augusto Pinochet (discours à la *Jornada de la Juventud*, à Santiago du Chili, 9 juillet 1977). De même pour « La jeunesse est la force la plus dynamique de la nation » si elle n'était pas extraite d'un discours de Nicolae Ceaușescu (Congrès de l'Union de la Jeunesse Communiste, 14 avril 1970).

L'émetteur compte donc vraisemblablement plus que le message. On peut toujours trouver une phrase qui sonne bien, une maxime qui semble républicaine, une envolée qui paraît civique. L'intention politique, la position institutionnelle, le projet idéologique déterminent la portée réelle d'un discours. Et en l'espèce, nous connaissons l'émetteur. Nous connaissons ses réseaux. Nous connaissons ses intentions. Nous savons ce que vise cette galaxie réactionnaire-identitaire. Elle se bat pour remodeler la société selon une vision autoritaire, identitaire et inégalitaire, en faisant de l'institution scolaire un instrument de normalisation idéologique et de hiérarchisation sociale. Nous savons que l'école est devenue un terrain stratégique dans cette entreprise de diffusion. Et nous savons que le Passeport du Civisme est l'un de ses instruments.

La CGT ne lâchera jamais rien.

La CGT rappelle qu'elle ne cédera jamais, nulle part, face à l'extrême droite. L'École de la République n'est pas un service public ordinaire : elle est l'institution qui fabrique la citoyenneté, qui transmet les principes constitutionnels, qui protège l'égalité, l'inclusion et la laïcité. Elle ne peut être soluble dans une idéologie qui contredit ces fondements, sauf à renoncer à ce qu'elle est. C'est pourquoi nous exigeons qu'elle affirme clairement son identité républicaine et qu'elle protège ses personnels, car ce sont eux qui, chaque jour, font vivre les valeurs que la Déclaration de 1789, la loi de 1905, la Constitution et le Code de l'éducation lui assignent. Face aux pressions, aux intimidations, aux tentatives d'entrisme et aux récits identitaires, l'École ne doit pas se taire au nom d'une neutralité dévoyée : elle doit se tenir droite, fidèle à sa mission, et refuser de devenir le terrain d'une idéologie qui nie l'égalité et fragilise la démocratie. Si elle ne fait rien pour l'empêcher, alors oui, elle deviendrait soluble dans ce qu'elle devrait combattre. Mais la CGT, elle, ne lâchera jamais rien.